

Michel Claise

Un juge pauvre contre les crimes des riches

Interview:
**Catherine
Ernens**

Il ressort son *Club des Cassandre*, livre-document qui démonte les rouages de la criminalité financière et de ce qui ressemble de plus en plus à un braquage en règle de l'État. Mais il craint, une nouvelle fois, de prêcher dans le désert.

Dites Monsieur le juge, un truc de grand-mère, comment est-ce qu'on fait pour ne pas payer d'impôts? C'est la question que la journaliste Myriam Leroy lui avait un jour posée. Le juge d'instruction Michel Claise, Robin des Bois de la fraude fiscale, avait répondu: "Il suffit d'abord de devenir très riche". L'anecdote est restée. Michel Claise en rit encore aujourd'hui alors qu'on le rencontre un midi près du Sablon.

En 2015, était sorti son essai sur la criminalité financière, *Le club des Cassandre*. L'affaire des Panama Papers, qui a fuité un an plus tard, l'a poussé à l'actualiser pour mieux y souligner "la gravité des métastases de cette maladie qui ronge notre monde". Une maladie qu'il dénonce avec des accents de colère par moments, sans jamais se crispier. Même s'il glisse que ça lui donne un peu le "zuur", comme on dit en bruxellois, de ne pas pouvoir agir comme il le voudrait.

Depuis les Panama Papers, la criminalité financière est-elle devenue une vraie préoccupation?

MICHEL CLAISE - Les Panama Papers ont été la goutte d'eau qui, pour le politique, a fait déborder le vase de la criminalité financière. Les gens ont commencé à sentir une forme d'injustice et nous sommes à présent dans une forme de post-crise. Il n'y a rien de neuf, cette situation perdure depuis tant d'années. Mais le politique s'est dit que cette fois il devait faire quelque chose. Jusqu'ici, le

braquage de l'État avait assez peu intéressé. Les journalistes préféraient s'intéresser au braquage des vieilles dames en rue. Les conclusions de la commission Panama Papers sont cependant lamentables. Tout ça est le résultat d'un compromis des politiques dans lequel le néolibéralisme parvient à casser la volonté de lutter contre la criminalité financière de peur qu'on touche à leur zone de confort. Et j'utilise leurs propres mots. C'est terrible. Mais c'est comme ça.

Vous semblez pourtant si solitaire dans ce combat...

Relativement, oui. Il y a bien quelques hommes politiques qui sortent du lot. Sinon, on est peu de spécialistes dans le domaine. C'est une des premières raisons. J'ai écrit au départ des articles scientifiques et puis les éditions Racine ont trouvé qu'il était temps de faire un essai de vulgarisation. Je l'ai fait pour établir un point de contact avec la population. Évidemment ce n'est pas toute la population qui va se jeter sur un essai sur la criminalité financière. Mais j'ai été surpris par son succès. Et j'en suis ravi. Et je continuerai dans cette voie.

Vous donnez de nombreuses conférences...

Oui et ce sont toujours les mêmes questions qui reviennent. Les gens se sentent désespérés parce que le tableau est très très noir. Et ils demandent ce qu'ils peuvent faire. Je leur réponds toujours: n'importe quoi, mais faites quelque chose! Moi

La fraude fiscale de base et la fraude fiscale organisée représentent entre 5 et 7 % du PIB brut belge.

je fais ce que je peux dans la transmission, mais je ne peux pas faire n'importe quoi non plus sous peine de perdre mon indépendance par rapport à mon métier. On me reproche d'ailleurs assez ma grande gueule comme ça. Mais bon. Je n'ai pas encore vu véritablement de mouvement se créer pour aller dans le sens de revendications qui fera bloc à l'égard du pouvoir politique. Parce que c'est de lui que doit venir la réaction. Et nous sommes dans un gouvernement que ça n'intéresse pas. Les États sont aujourd'hui dominés par les pouvoirs financiers. Et ça, c'est terrible.

Et rien ne se passe?

Rien du tout.

Pourtant, si on mettait fin à cette criminalité financière, cela pourrait changer le monde...

Tout à fait. La fraude fiscale de base, qu'elle soit simple ou organisée, et la fraude fiscale grave et organisée représentent un pourcentage entre 5 et 7 % du PIB brut belge qui était de 488 milliards l'année dernière. Et nous, on est en train de ramer pour essayer de ramener un budget qui augmente de 5 milliards et on est train de pomper dans la justice, les soins de santé, les pensions, la culture, l'enseignement. Et quels sont les moyens mis à disposition pour lutter contre la criminalité financière? Rien. Le ministre Van Overtveldt (N-VA) dit: *"On a engagé cent fonctionnaires à l'ISI"*. Non. Sur les 100 entrés en formation à l'Inspection spé-

ciale des impôts, il n'en reste plus que 40. Les autres ont été engagés dans les boîtes privées.

Les éléments les plus brillants voudraient aussi gagner beaucoup d'argent?

On est en train de tuer la magistrature. Le ministre Geens a expliqué qu'il voulait modifier le statut des magistrats et qu'on avait trois jours pour répondre. Nous ne sommes plus indépendants. On voit notre salaire réduit de 500 euros par mois. Nos jours de congé sont réduits à 32 jours par an alors que le principe était d'avoir des vacances judiciaires pour terminer les retards. On touche aussi à l'indépendance de la magistrature. En diminuant l'attractivité de la profession, vous allez ouvrir la voie à la corruption et bien entendu, c'est déjà le cas, à une pénurie de candidats pour présenter les concours et les examens. Les meilleurs vont s'en aller dans le privé, évidemment. Le problème est gigantesque.

La Belgique n'est pas un cas à part...

Le problème est planétaire. Mais il y a des pays qui réagissent mieux. Par exemple, en Allemagne, la justice est beaucoup plus rapide et sévère dans le domaine financier. En France, le parquet national français est une avancée extrêmement importante avec des résultats marquants.

La Belgique ne veut pas prendre de mesures contre la corruption financière?

Elle n'en prend pas. Je le constate. Très souvent, des gens me demandent pourquoi. On a toutes les lois. Le manque de moyens, il est budgétaire, certes. Mais ça va au-delà. Il y a trois ans et demi, le ministre de l'Intérieur Jan Jambon annonce une diminution de l'Office central de la lutte contre la délinquance économique et financière (OCDEFO), mon bras armé. Là, je suis monté au créneau au point d'être convoqué au MR pour les informer. Ce sont des gens qui mènent

des enquêtes remarquables. La semaine passée, nous avons signé un dossier de transaction de 10 millions sur un dossier que nous avons résolu en six mois. L'OCDEFO a été mis dans une sorte de coma prolongé. Actuellement, on le réanime. Mais sur les 67 membres de l'OCDEFO, il n'en reste plus que 20 actuellement.

Qu'espérez-vous? Un mouvement citoyen?

À tout le moins, j'espère que ça viendra. Nous sommes dans une société qui va connaître la toute prochaine crise financière. Elle est annoncée. Nous sommes dans une situation écologique sans précédent. Trump rompt les accords économiques pour le bénéfice des entreprises américaines. Tout montre que le profit immédiat est plus important que la réflexion planétaire. Les mafias prennent de plus en plus d'importance. La corruption financière représente 6 à 8 % du produit intérieur brut mondial. En termes de blanchiment d'argent, pareil: 5.000 milliards de profits pour les stupéfiants. Et je vous passe les contrefaçons, les carrousels à la TVA en Europe... Et ces profits se régénèrent chaque année, se mélangent au blanchiment, et l'économie mondiale est de plus en plus contaminée par les mafias.

Il est là, le vrai problème?

Oui. L'argent sale est réinjecté dans le circuit propre chaque année. Vous avez des chaînes d'hôtels, des sociétés d'aviation, des start-up, de l'immobilier. Tout ça se fait via des conseillers qui vont rapatrier l'argent, par exemple à Panama. Tout ça se fait avec une facilité déconcertante. En Europe, vous avez une passoire qui retient quand même un peu. Mais sur le plan mondial, ça ne va rien changer. C'est un phénomène qui ne fait que s'amplifier, comme une boule de neige. ✖